



**Jour
J-63**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

29/10/2019

Financement de l'économie

P10

Duncan encourage le regroupement des marchés de capitaux

Affaires "goudron biodégradable", "croissance appauvrissante"... P05

Bictogo répond aux "détracteurs" des Houphouétistes

P4

Lycée professionnel de Jacqueville

P6

Des bâtiments et ateliers rénovés et équipés pour un montant de 1,56 milliard de F Cfa

Mardi 29 octobre 2019

Apprentis gbaka, coxers, syndicat...

Une journée à la gare routière d'Adjamé

P8

Trafic et consommation de stupéfiants

Tramadol, la nouvelle drogue qui fait fureur en Côte d'Ivoire

Divo

Grobiassoumé a soif, Dairo veut des classes

Des populations de la région du Lôh-Djiboua vivent un calvaire : elles manquent cruellement d'eau potable et d'écoles.

Sur l'axe Divo-Gagnoa, Grobiassoumé est situé à 12 km de Divo et abrite une population de 5000 habitants. Si vous demandez à cette population son vœu le plus cher, « c'est d'être approvisionné régulièrement en eau potable ». Un rêve qui va bientôt se réaliser, grâce à l'ambassade du Japon qui y construira sous peu cinq forages, révèle le chef du village, Lekpéhi Zébo. « Quand on creuse des puits, on ne peut pas aller en profondeur, car on bute sur des cailloux ! Difficile dans ce cas d'avoir de l'eau potable » confie-t-il. Parlant de cette triste réalité le 15 octobre, le chef Zébo n'a pas caché son impuissance face à cette problématique qu'il peine à résoudre, depuis 10 mois qu'il est à la tête de ce village. Même s'il reconnaît que cette situation prévalait avant son accession au pouvoir.

« Nous sommes obligés de donner de l'eau de puits aux nouveau-nés, à défaut d'eau potable », renchérit Lobouet Marguerite, l'épouse du chef du village et porte-parole des femmes. Des stratégies sont utilisées par certaines femmes pour éviter la consommation de cette eau. « Je me réveille à 4 heures du matin, chaque jour, pour espérer avoir de



Comme cette jeune dame enceinte, les femmes du village de Grobiassoumé se contentent de l'eau de puits. (PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

l'eau potable à la paroisse Saint Jean-Baptiste. Car, comme moi, plusieurs femmes du village préfèrent

cette alternative pour éviter les maladies », indique Dogo Claudine, ménagère. À l'en croire, cette paroisse est

le seul site susceptible d'approvisionner la population en eau potable. Sauf qu'il faille compter, dans ce cas, avec les

longues files d'attente. « Nous sommes nombreuses à attendre chacune son tour. Avec une grosse bassine pleine d'eau sur la tête, je parcours le trajet de l'église à mon domicile quatre à cinq fois, par jour, pour combler les besoins de toute la famille en eau potable. Si par malheur vous arrivez en retard à la pompe, vous risquez d'y passer toute la journée », avoue-t-elle.

Maladies d'origine hydrique

« En dépit de nos conseils, les parents ne font pas toujours bouillir l'eau qu'ils donnent à boire à leurs enfants. Cela favorise des cas de diarrhée, de choléra. La qualité de l'eau en provenance des puits est mauvaise », constate Ané Akoua Dominique, sage-femme au Centre de santé rurale (Csr) de Grobiassoumé. En accentuant la sensibilisation, nuance-t-elle, certains villageois s'approvisionnent en eau potable chez les prêtres. Toutefois, nombreux sont ceux qui restent encore attachés à la consommation de l'eau de puits.

« Nous sommes obligés de consommer l'eau de puits, cela nous donne des maladies », insiste le chef du village. À l'en croire, sans l'intervention du centre de santé régio-

nal, « les conséquences liées à la consommation de l'eau sale seraient plus graves ». « Cette eau a causé des morts à l'époque parmi nos ancêtres », s'est-il attristé.

Une maternité sans eau potable

« On n'a pas de l'eau en permanence. Alors qu'à la maternité, on a vraiment besoin de beaucoup d'eau », fait remarquer la sage-femme de Grobiassoumé.

Comme alternative, poursuit-elle, les parents des femmes qui viennent accoucher sont obligés d'aller chercher de l'eau dans les puits environnants pour nettoyer les salles. Une autre solution a été apportée par l'infirmier du centre, Assamoi Koffi Yacinthe. Ce dernier a eu l'ingénieuse idée de creuser un puits. L'objectif, c'était surtout de soulager les parents des malades, en leur permettant de recueillir de l'eau à proximité de l'hôpital. Ainsi, ils pourront parer au plus urgent en nettoyant les liquides sanguins. Passée cette étape, ils pourront se rendre plus calmement sur les sites un peu plus éloignés pour s'approvisionner en eau de puits. Cette alternative s'est avérée partiellement efficace. Car, il arrive que ce puits tarisse en saison sèche, rapporte-t-elle. Avant de reconnaître que « créer un forage va réellement soulager la population ».

Bitumage, sécurité : Les actions de l'État saluées

Le bitumage de la route Divo-Yocoboué-Côtière, en passant par Guitty, entamé en 2016 avance bien, a constaté notre équipe de reportage le 14 octobre, à Divo. Plusieurs voies, comme celle menant à Lakota, ont fait peau neuve. « Vous pouvez le constater, le bitume est neuf ! Ce n'était pas le cas il y a plus de deux ans en arrière. En tout cas, le gouvernement a travaillé », se félicite Edouard Coffi, chef d'équipe du chantier de l'entreprise Pfo Africa, de l'architecte Pierre Fakhoury. Comme lui, un usager de cette voie qui a requis l'anonymat, reconnaît que, par « ce vaste chantier de bitumage, l'une des principales promesses de campagne du Président de la République, Alassane Ouattara, a été tenue ». Des populations du quartier Dialogue Extension



La promesse de campagne du Chef de l'État est une réalité depuis plus de deux ans.

ne boudent pas non plus leur plaisir. « Les voies du quartier Dialogue 2 de Divo, en passant par la pharmacie kinyaya, ont été réhabilitées. Les travaux se poursuivent. Nous

ne pouvons que nous réjouir », s'est réjoui l'un d'eux. Toutefois, le sentier conduisant au village de Dairo est impraticable par endroits. Avec la saison des pluies, les

véhicules roulent en zigzag, une situation inconfortable pour les passagers. Par ailleurs, au plan sécuritaire, des populations ont exprimé leur satisfaction au

regard de la quiétude retrouvée. « Au lendemain de la crise militaro-politique qui a secoué le pays, les coupeurs de route semaient la terreur. L'axe Lakota-Divo, conduisant au village de Dairo-Didzo, situé à 20 km de Divo, était très dangereux. Si bien que des passagers, piégés par ces bandits de grand chemin, étaient dépouillés de leurs biens ». Ce témoignage est de Diallo Pousga, membre de l'association des chasseurs traditionnels Benkad. Il se réjouit toutefois du tronçon devenu plus rassurant. Et cela, grâce aux actions conjuguées des « dozos » et des patrouilles de la police. « Depuis l'élimination d'un redoutable coupeur de route, qui sévissait sur cette voie, tout est devenu calme ! » ■

Avec les cinq prochains forages, tout changera

« Nous attendons impatiemment la construction de ces cinq forages dans le village de Grobiassoumé. Tout va changer, grâce à cette action de bienfaisance et d'humanisme de l'ambassade du Japon. Nous sommes conscients de la portée à long terme d'une telle initiative ». Ces mots de réjouissance du chef du village, Lekpéhi Zébo, dévoilent la reconnaissance de tout un village aux autorités du pays, et surtout à l'ambassade du Japon, a expliqué le vieux Zébo. Cinq sites du village, notamment, les quartiers Dida, Abron, Dioulabougou, Cime-tière et Antenne ont déjà été répertoriés. « Avec la construction des forages, tous les quartiers du village seront approvisionnés en eau potable. Mieux, Grobiassoumé sera, sur l'axe Divo-Gagnoa, le premier village à être équipé de forages », ont jubilé des femmes du village.

« Nos parents ont toujours consommé l'eau sale. Certains en sont morts. Je remercie le gouvernement de Côte d'Ivoire et l'ambassade du Japon qui ont eu pitié de nous pour nous apporter ces forages. Cela va préserver notre vie, nous serons épargnés de toutes sortes de maladies », n'a pas arrêté de scander le chef du village.

Groupe scolaire Dairo : 300 tables-bancs et une grande cantine attendus

C'est un groupe scolaire de plus de mille élèves. Dairo 1, 2, 3 est situé dans la sous-préfecture de Dairo-Didizo, dans le département de Guirya. C'est une école en chantier ; et sur la voie de réussir sa transition vers une parfaite école moderne. Initialement construit de brique et de broc, le groupe scolaire Dairo-Didizo n'enregistre à ce jour qu'un seul bâtiment sur trois, bâti à l'aide de planches... L'espérance des populations ne faiblit pas. Surtout que d'ici peu, elles vont voir se réaliser le projet de construction de cette école et son équipement en tables-bancs par l'ambassade du Japon. En attendant la concrétisation de ce projet, les enseignants ont exprimé leurs besoins.

« L'école 1 de Dairo est composée de six classes. Elle avait été construite en dur grâce aux cotisations des parents d'élèves. En ce qui concerne l'école 2, composée également de six classes, les parents d'élèves ont entamé



On se contente de l'eau de puits, danger ! (PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

les travaux. Et le premier appui apporté par l'ambassade du Japon a permis de reprendre la totalité des travaux de construction », explique Jean Achi, conseiller pédagogique du groupe scolaire Dairo.

Dairo 3, poursuit le conseiller, est en attente d'achèvement. Trois classes sur six sont encore des baraques, le conseil général ayant permis de bâtir

les trois classes en dur. « Nous attendons impatiemment la construction des autres classes. À l'heure actuelle, les classes en baraque permettent aux enfants de suivre le programme au même titre que leurs camarades. » Pour le responsable du groupe scolaire, il faut compter au moins trois-cents tables-bancs pour que les élèves soient confortablement installés en classe (à

raison de deux par table). À côté de cette insuffisance en tables-bancs, un autre problème non moins important est évoqué par les collaborateurs de M. Achi.

Pas d'électricité

« L'école n'est pas électrifiée, malgré les installations visibles, nous travaillons avec la lumière du jour. Les heures de cours s'adaptent aux intempé-

ries. Si le ciel est nuageux, nous sommes obligés d'interrompre les cours avant l'heure », décrit Placide Adiko Adiko, directeur de l'école Dairo 2. En tant que porte-parole du personnel enseignant, il souhaite aussi qu'un bureau soit construit pour permettre aux encadreurs des élèves de travailler dans de meilleures conditions.

« Y a pas d'électricité mais les poteaux sont plantés devant l'école. C'est incompréhensible ! L'inspecteur a entrepris des démarches administratives dans ce sens... J'ai reçu une copie de la lettre il y a deux ans de cela, mais rien n'a changé. C'est une autre de nos batailles », relève Touali Agnéba Samuel, le président du Coges.

Au nombre des préoccupations des enseignants, figure le problème d'insuffisance de cantines scolaires.

S.O.S pour une grande cantine

« Quand les enfants viennent et qu'ils peuvent manger à l'école, ils sont à l'aise », constate Adiko Placide, directeur de Dairo 2. À en croire, la situation actuelle des élèves est pénible. Car, les enfants viennent des campements ou villages environnants pour rallier l'école. Après la longue distance parcourue, ils espèrent récupérer des forces en mangeant à leur faim. Mais, la seule cantine disponible dans ce groupe scolaire est étroite pour contenir tout le monde. Seuls quelques élèves, identi-

fiés comme cas sociaux, ont ce privilège d'y déjeuner à midi. Le reste doit se débrouiller. Toute chose que déplore le corps enseignant.

Alors qu'avec la somme de 25 fca, les élèves pouvaient s'offrir un repas consistant. Ce qui, à n'en point douter, va améliorer leur rendement scolaire.

Des latrines fermées par manque d'eau

« Certains puits ont tari. On s'était organisé pour en creuser. Mais, il n'y a pas suffisamment d'eau, surtout en période de saison sèche ! Tout le monde se rue vers les bas-fonds pour recueillir de l'eau », précise l'enseignant Moussan Yapi Arthur, sous le regard approbateur de ses collègues qui vivent le même calvaire.

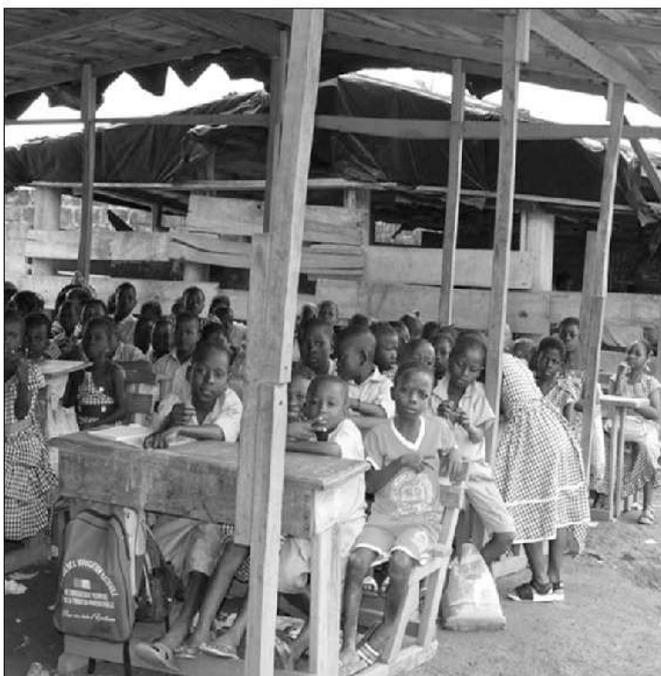
La situation est si désespérée que selon M. Adiko, des latrines construites par le Japon ne sont pas utilisées par les élèves. Elles sont restées fermées, faute d'eau. Par conséquent, les élèves sont obligés de déféquer à l'air libre. Ils sont ainsi exposés aux dangers liés à cette pratique, regrette-t-il. « Nous avons pris l'engagement devant notre partenaire, le Japon, d'entretenir les réalisations. Par manque d'eau, nous ne voulons pas courir le risque de les dégrader par un mauvais usage », indique le président du Coges, Agnéba Samuel ■

ISABELLE SOMIAN

ENVOYÉE SPÉCIALE À DAIRO (DIVO)

Dialogue Extension : Plaidoyer pour une école moderne

Aujourd'hui, l'État de Côte d'Ivoire veut scolariser tous les enfants. Et on sait bien que l'État veut mener une politique sociale de sorte que les parents n'aient pas à dépenser beaucoup. Mais, vu les effectifs pléthoriques, les parents sont obligés de faire ce qu'ils ne devraient plus faire. C'est-à-dire initier des cotisations pour construire des écoles appatams. C'est ainsi que Nabo Koré Pierre, le premier directeur de l'Epp Dialogue 2 Extension, explique la prolifération des écoles construites avec des planches dans ce quartier. L'Epp Dialogue 2 Extension est une école de six classes construite par le Programme présidentiel d'urgence (Ppu) en 2016 dans ce nouveau quartier. Mais, en trois années d'existence, l'école qui avait ouvert ses portes avec un effectif de 247



Les élèves de l'Epp Dialogue 2 Extension B au cours, en attendant un cadre plus confortable.

élèves en compte aujourd'hui plus de 600.

Face à cette situation, des parents d'élèves et les enseignants, en dépit des instructions du gouvernement, ont décidé d'agir. En marge du Coges, ils ont donc constitué un collectif pour financer les travaux de construction des écoles appatams. « C'est une alternative pour réduire le taux de déscolarisation », argue Sherif Mamadou, parent d'élèves et trésorier général du comité de construction des appatams. À l'en croire, une somme de 800.000 FCfa collectée auprès de parents volontaires a permis de bâtir le premier appatam.

« Les parents d'élèves, voulant éviter la double vacation, ont souhaité créer une deuxième école avec leurs propres moyens. C'est pour cela qu'on a construit l'école appatam en 2017. Elle a ouvert ses portes en 2018 », a insisté

Soro Zana, directeur de l'école Dialogue II Extension B. Le premier responsable de ladite école a enregistré pour le compte de l'année scolaire 2018-2019, 275 élèves dont 125 filles.

« On manque de tout ici. Les enfants travaillent dans des conditions difficiles. Ils sont installés à plus de deux élèves par banc. Pendant la saison des pluies, c'est un calvaire indescriptible. Pour les parents d'élèves, c'est aussi dur. Depuis la rentrée, certains élèves n'ont pas encore leurs documents », confie Gnankan Edgar, enseignant de CM1 à l'école « baraque ».

« Notre cri du cœur, c'est d'amener le Conseil régional et l'Etat de Côte d'Ivoire à nous construire un bâtiment propre, en matériau dur et équipé de tables-bancs », plaide Nabo Koré Pierre ■

IS

La préfecture de Divo encourage l'initiative du Japon



Des réalisations de l'ambassade du Japon en 2016 sont saluées par les populations. (PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

L'ambassade du Japon en Côte d'Ivoire veut voler au secours de la population de Grobiassoumé et de Divo. Une initiative encouragée par la préfecture de Divo.

« Parlant de l'adduction en eau, en tant que représentant de l'administration, on ne peut que se réjouir. Nous souhaitons qu'il y ait encore plus de bonnes volontés pour venir résoudre le problème d'eau », se félicite le représentant du préfet de région de Divo, Constant Oubléon.

Le chef de cabinet du préfet de Divo estime, à l'instar des populations, que le problème d'eau est crucial à Divo. « Si bien que, même au domicile du préfet Kouakou Assoman, il n'y a pas d'eau. Chez le pa-

tron, il n'y a pas une seule goutte d'eau ! Il est approvisionné par l'Onep. Chez moi non plus », fait-il remarquer.

Avant de dépeindre le calvaire des représentants de l'administration. « Nous ne sommes pas mieux lotis en ce qui concerne l'approvisionnement en eau. La fréquence de l'eau est instable. Je suis habitué à recueillir l'eau à 2 heures voire à 3 heures du matin ». Le chef de cabinet de la préfecture de Divo croit fortement que le calvaire des populations dans les villages est plus accentué, quand il s'en tient à l'expérience des habitants de la ville. « Si en ville nous vivons ce genre de problème, qu'en est-il des villages ? », s'est-il interrogé.

C'est pourquoi, il encourage

les investissements de l'ambassade du Japon. « Voir qu'une haute autorité vienne approvisionner les populations en eau potable, cela va éviter beaucoup de choses », ajoute l'autorité administrative.

Par ailleurs, en temps de pluie, la situation dans les villages est encore plus déplorable. Les puits, a constaté, M. Oubléon, sont envahis par les eaux de ruissellement. La population est, quelquefois, victime de choléra. Il y a eu des morts dans certains villages.

« Vivement que les moyens puissent suffire pour voler au secours de la population de Divo », s'est-il empressé d'ajouter. ■

ISABELLE SOMIAN

Plus de 50 millions de F Cfa investis

Les interventions de l'ambassade du Japon en faveur du groupe scolaire Dairo 1, 2, 3 date de 2013. C'est à l'initiative de Agnéba Samuel que des courriers ont été déposés dans ladite ambassade pour solliciter de l'aide. « En 2014, nous avons obtenu une réponse favorable et le contrat en rapport avec le premier don

a été signé », rappelle-t-il. Le coût de ces actions de bienfaisance s'élève à plus de 50 millions F Cfa, a-t-il indiqué.

« Nous sommes très heureux que par nous, le Japon vienne aider la Côte d'Ivoire. Toute la population est heureuse. Nous voulons dire à l'ambassadeur du Japon de transmettre à son pays notre reconnais-

sance », se félicite Achi Jean, le conseiller pédagogique de du groupe scolaire. Par ce geste, estime-t-il, le Japon a donné « une bonne figure à l'école de Dairo, mais aussi à l'école en Côte d'Ivoire. Nous souhaitons vivement, que ce genre d'aide puisse être multiplié » ■

I. SOMIAN

Ils ont dit...

Soumahoro Chérif,
parent d'élèves :
« **Les élèves étudient avec des lampes-tempêtes** »

Le nouveau quartier Dialogue Extension de Divo n'est pas électrifié. Les élèves étudient avec des lampes tempêtes. Les panneaux solaires sont vendus à des prix exorbitants ici.



Soro Zana,
directeur de l'école Dialogue 2 Extension B
« **Le risque de choléra, c'est tous les jours** »



« Nous avons un cimetière en plein quartier, le risque de choléra, c'est tous les jours. Car l'eau qu'on boit provient des puits qui ne sont pas protégés. C'est un nouveau

quartier, certes, mais le risque est très élevé. »

Lobouet Marguerite,
ménagère :
« **Pour avoir l'eau potable, je me réveille à 4 heures du matin** »



S'approvisionner en eau potable dans le village de Globiassoumé n'est pas de tout repos. Mais j'ai décidé de payer le prix, en

sacrifiant mon sommeil. Ainsi, chaque jour, je me réveille à quatre heures du matin pour espérer avoir de l'eau potable à la pompe de l'église.

Téli Déborah,
ménagère
« **Mon mari va au puits quand j'accouche** »

En plus d'être rare, l'eau de puits est de mauvaise



qualité ici. Quand je suis enceinte, je fais l'effort d'aller au puits. Quand j'accouche, mon mari se charge de puiser l'eau de puits pour approvisionner toute la famille. C'est dur !

Touali Agnéba Samuel,
président du Coges de Epp Dairo 1 2 3
« **J'ai sollicité l'aide de l'ambassade du Japon** »

Les interventions de l'ambassade du Japon en faveur de l'epp Dairo 1, 2, 3 date de 2013. J'ai déposé des courriers à ladite ambassade pour solliciter de l'aide. En 2014, nous avons obtenu une réponse favorable et le contrat en rapport avec le premier don a été signé. Aujourd'hui, grâce à ce



partenariat, nous avons eu des écoles construites en dur et des latrines neuves. Nous sommes très reconnaissant à ce pays, car la qualité de cette coopération profite à la région du Lôh-Djiboua» ■

LS

Affaires "goudron biodégradable", "croissance appauvrissante"... Bictogo répond aux "détracteurs" des Houphouëtistes

Le premier responsable de la direction exécutive du Rhdp s'est prononcé, hier, sur l'actualité socio-politique, à la faveur d'une conférence de presse.



(PHOTOS: PORO DAGNAGO)

Adama Bictogo, entouré des membres de son équipe a défendu le bilan du Rhdp.

Le directeur exécutif du Rhdp, Adama Bictogo, a réagi, hier, lors d'une conférence de presse au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, il s'est prononcé sur des piques lancées récemment, par des leaders de l'opposition, à sa formation politique. Ainsi, aux propos du président du PdcI-Rda, Henri Konan Bédié, qui avait soutenu, à l'occasion du meeting de son parti le 19 octobre à Yamoussoukro, que les bitumes réalisés sous l'ère du Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, sont du goudron Biodégradable, Adama Bictogo a fait cette remarque: «*Nous ne sommes qu'à quelques*

minutes du pont Henri Konan Bédié. Et, nous avons encore en mémoire son discours à l'ouverture de ce pont. S'il est vrai que nous faisons du bitume biodégradable, c'est que celui du pont Hkb l'est aussi. Or, il a accepté que ce pont biodégradable porte son nom. S'il accepte qu'un pont avec du bitume biodégradable porte son nom, c'est qu'il est lui-même biodégradable». Mieux, pour lui, Henri Konan Bédié, pour le grand homme d'Etat qu'il est, ne devrait pas tenir ce genre de propos. Le directeur exécutif du Rhdp, à cette rencontre avec la presse, avait à ses côtés des membres de

son staff: Kobenan Kouassi Adjoumani, Danho Paulin, Mamadou Touré, Anne Désirée Ouloto, Raymonde Goudou Coffie. Le Pr Séka Séka Joseph et Alcide Djédjé, membres du conseil politique, étaient également à la table de séance. Adama Bictogo, en présence de ces cadres du Rhdp, a qualifié de fausses informations les propos du secrétaire exécutif du PdcI-Rda, Maurice Kakou Guikahué selon lesquels il faut être un militant du Rhdp pour espérer avoir du travail présentement en Côte d'Ivoire. «*Nous travaillons pour tous les Ivoiriens et pour toutes les classes sociales ivoiriennes* », a-t-il insisté.

Outre cette clarification, le conférencier a donné son avis sur l'annonce de la candidature de Guillaume Soro à l'élection présidentielle de 2020. A l'en croire, le fait que le président du comité politique veuille briguer la magistrature suprême est «*un non*

événement » pour la coalition des houphouëtistes. Puis d'ajouter ironiquement: «*On ne répond pas aux candidatures d'hôtel*». Le premier responsable de la direction exécutive s'est offusqué des déclarations de l'ancien président de l'Assemblée nationale,

qualifiant la croissance économique du Rhdp de «*croissance appauvrissante* ». «*Nous savons que Guillaume Soro a été Premier ministre et président de l'Assemblée nationale. Il n'a aucune qualification en économie. Il ne peut donner de cours d'économie à quelqu'un. La construction des routes, des centres de santé... participent bien à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cela fait donc reculer la pauvreté. Et tout ceci fait partie de la bonne croissance économique d'un Etat* », a-t-il précisé. Avant d'inviter les militants du Rhdp et l'ensemble des Ivoiriens à croire au Chef de l'Etat et dans sa volonté d'œuvrer à l'amélioration de leurs conditions de vie pour une Côte d'Ivoire stable, prospère où il fait bon vivre. ■

KANATE MAMADOU



Plusieurs responsables des instances ont assisté à la conférence de presse.

Des activités de maillage de terrain annoncées

La machine qui va conduire le Rhdp à la victoire finale en 2020 est prête. C'est l'assurance donnée, hier, par Adama Bictogo. En sa qualité de directeur exécutif de ce parti politique, il a annoncé une série d'actions de maillage de terrain qui montreront la vitalité de cet appareil politique. Ainsi, en guise de lancement des activités de sa formation politique, dans la perspective de la conservation du pouvoir, Adama Bictogo a annoncé la tenue d'une grande tournée dans le district

d'Abidjan, du 29 octobre au 3 novembre. La cérémonie de lancement d'une grande opération d'adhésion au Rhdp, a-t-il poursuivi, aura lieu le 2 novembre, au Palais de la culture de Treichville. Les différentes cérémonies d'investiture des coordinations régionales, des délégués départementaux, communaux et sous-préfectoraux se tiendront les 9, 16 et 23 novembre. Ces assises seront suivies d'une assemblée générale des bureaux exécutifs des structures de jeunesse du Rhdp, le 16 novembre. Toujours

dans le cadre des activités de son parti politique, Adama Bictogo a aussi fait cas de l'organisation d'un giga meeting des femmes, le 23 novembre prochain. «*Un grand rassemblement du Rhdp aura lieu, les 6 et 7 décembre, à Yamoussoukro, à l'occasion de l'anniversaire du décès du Président Félix Houphouët-Boigny* », a-t-il déclaré. Et de préciser que la conférence des régions, le 7 janvier 2020, sera la première activité de la nouvelle année qui enregistrera l'élection présidentielle. ■

K.M.

Plus d'un million 350 mille militants dans la base de données

Adama Bictogo s'est félicité, hier, de la migration des bases de données des militants des différents partis politiques et associations ayant mis en place le Rhdp. Il a soutenu, à cet effet, que sa formation politique compte à ce jour 1.351.243 militants dans la base de données unique de l'alliance des houphouëtistes. Adama Bictogo a indiqué que pour achever le mail-

lage total du territoire national, ils ont mis en mission les coordonnateurs et délégués pour mettre en place 15 mille sections et 150 mille comités de base soit 3.75 militants. «*D'ici fin décembre 2019, ce sont 6 115 sections et 61 150 comités de base qui devront être mis en place* », a-t-il précisé. Avant de prévenir qu'avec «*ce maillage territorial, aucune portion de notre pays n'échappe à l'implantation du Rhdp, le*

plus grand parti de Côte d'Ivoire ». Il a tenu à féliciter toutes ces personnalités qui ont été désignées dans les instances du parti. Il les a exhortées à associer à la gestion du Rhdp les femmes, les jeunes et les pionniers qui ont eu à occuper des postes de responsabilité politique dans leur localité. «*Plus nous sommes unis et solidaires, plus nous sommes forts*», s'est-il convaincu. ■

K.M.

Lycée professionnel de Jacqueville

Des bâtiments et ateliers rénovés et équipés pour un montant de 1,56 milliard de F Cfa

Les ouvrages ont été officiellement remis, hier, au secrétaire d'État, Brice Kouassi, par les représentants de l'Onudi et de l'Union européenne.

Des bâtiments et ateliers du lycée professionnel de Jacqueville rénovés et équipés de machines didactiques de pointe par l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) grâce à un financement de l'Union européenne (Ue), ont été remis, hier, au secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi. C'était à l'occasion d'une cérémonie officielle de réception des ouvrages organisée dans l'enceinte de l'établissement. Les infrastructures réalisées dans le cadre du Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (Proforme) ont coûté, au dire de Brice Kouassi, « 1 089 139 121 FCfa pour la réhabilitation et 478 178 609 FCfa pour l'équipement des ateliers de maintenance mécanique, électromécanique, véhicule/engins et de chaudron-



Les bénéficiaires ont été invités à entretenir les équipements livrés.

nerie/soudure. Soit un investissement total de 1 567 317 830 FCfa ». Brice Kouassi a exprimé la

gratitude et la reconnaissance du gouvernement ivoirien à l'Ue et à l'Onudi, qui, avec la livraison des bâ-

timents et ateliers du lycée professionnel de Jacqueville, sont allés au terme de leur engagement de réhabi-

liter et d'équiper 11 établissements de formation dans le cadre du projet Proforme. Ce programme, lancé dans le dernier trimestre de 2016, a permis de relooker et renforcer les capacités d'accueil et de formation des lycées professionnels de San Pedro et de Jacqueville, les centres de formation professionnelle (Cfp) de Guiglo, Man, Touba, Odienné, Korhogo et Bondoukou, les écoles régionales d'agriculture (Era) de Bingerville et d'Abengourou et l'Institut pédagogique national de l'enseignement technique et professionnel (Ipnetp) de Cocody. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (Menetfp) chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle a, par ailleurs, exhorté les stagiaires du lycée professionnel de Jacqueville à être fiers de la voie qu'ils ont choisie et à être des modèles en entreprise après

leur formation. Le représentant résident de l'Onudi en Côte d'Ivoire, Tidiane Boye, a indiqué que Proforme est un programme financé par l'Union européenne à hauteur d'environ 19 milliards de FCfa (29 millions d'euros). Il a permis de réhabiliter et d'équiper de plateaux techniques modernes et adaptés 10 établissements de formation d'une capacité de 8650 apprenants et de l'Ipnetp. Le projet a également permis de former 1661 cadres du Menetfp et des personnels des établissements bénéficiaires. Michel Laloge a, au nom de l'Union européenne, appelé l'Etat de Côte d'Ivoire et les bénéficiaires des équipements livrés à mettre l'accent sur leur entretien, leur maintenance et leur sécurité. Il a fait savoir que la meilleure manière de faire profiter ces appareils à plusieurs générations de stagiaires, c'est de prendre soin d'eux.

GERMAIN GABO



Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Etudes et de la Recherche
Service de la Recherche

LANCEMENT DE L'EDITION 2020 DU PRIX ABDOULAYE FADIGA POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

MESSAGE DES AFFICHES POUR LA PRESSE ECRITE

PRIX ABDOULAYE FADIGA * POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE ECONOMIQUE

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel à candidatures pour l'édition 2020 du « Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique ».

Ce Prix constitue un axe de la politique de recherche de la BCEAO qui vise, à travers un cadre de collaboration étroite avec les chercheurs et le monde universitaire, à contribuer au développement des activités de recherche au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

D'une valeur de dix (10) millions de FCFA, il récompense un travail de recherche original portant sur un sujet d'ordre économique, monétaire ou financier présentant un intérêt scientifique avéré pour les Etats membres de l'UEMOA et pour la BCEAO.

Pour cette édition, les thèmes des articles à soumettre devraient s'inscrire dans les problématiques ci-après :

- l'analyse du secteur financier et monétaire, à travers l'identification de ses caractéristiques principales et sa contribution au développement économique et social des Etats membres de l'Union. Cette analyse peut porter notamment sur la politique monétaire de l'Union et ses mécanismes de transmission, le marché du crédit, le financement de l'activité économique, les liens entre le secteur financier et le reste de l'économie ainsi que sur les perspectives de développement du secteur financier et son impact sur les économies de l'Union ;
- l'examen de questions macroéconomiques relatives aux finances publiques, à l'endettement public et à la coordination entre politiques monétaire et budgétaire ;
- les préoccupations relatives à l'intégration économique régionale, en particulier les conditions de viabilité des unions monétaires en Afrique de l'Ouest ;

- l'évaluation des contraintes liées aux chocs exogènes, notamment les fluctuations des cours des matières premières agricoles et minières qui affectent la croissance au sein de l'Union ;
- l'analyse de questions relatives à l'emploi, à la croissance économique et à la stabilité des prix dans les pays en développement.

Peuvent faire acte de candidature, les chercheurs ressortissants de l'un des huit (8) Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo), résidant ou non sur le territoire de l'Union et âgés de **quarante-cinq (45) ans au plus** au 31 décembre 2020. Le travail de recherche (ou étude) peut être personnel ou avoir été élaboré par une équipe.

Le Règlement du Prix et la fiche de candidature peuvent être téléchargés sur le site Internet de la BCEAO : <http://www.bceao.int>, rubrique « Prix Abdoulaye FADIGA ». Ils peuvent également être obtenus au Siège de la BCEAO, auprès de la Direction des Affaires Juridiques, dans les Agences Principales de la BCEAO et au niveau de la Représentation de la BCEAO auprès des Institutions Européennes de Coopération à Paris.

Le délai limite de soumission des dossiers de candidature est fixé au 31 juillet 2020. Le dossier de candidature devra comporter tous les éléments requis pour son éligibilité et être transmis à l'adresse électronique : prixabdoulayefadiga@bceao.int.

Pour toutes informations complémentaires, écrire à cette adresse électronique.

Toutes les formalités liées à la candidature à ce Prix sont gratuites.

« Prix Abdoulaye FADIGA pour la promotion de la recherche économique ».

Une initiative de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

* Premier Gouverneur de la BCEAO.

Tuberculose et Vih / Sida Des Ong formées aux techniques de documentation scientifique

Cette formation, octroyée par Alliance Côte d'Ivoire, a permis la récolte de précieuses informations de terrain à travers le pays.



Alliance Côte d'Ivoire a plaidé auprès de ses partenaires pour la poursuite du programme .

Deux ans après sa mise en œuvre, le Projet "d'amélioration de la qualité des services communautaires de lutte contre le Vih/Sida et la Tuberculose en

Côte d'Ivoire, grâce à la documentation scientifique", est un succès". C'est ce qui ressort de l'atelier bilan consacré audit projet qui a eu lieu le 25 octobre, à Abidjan. Ce projet, débuté en 2017 et ar-

rivé à terme en 2019, a été exécuté par Alliance Côte d'Ivoire en partenariat avec le Programme Pac-Ci. Financé par Expertise France à travers le Projet Initiative 5 %, ce programme visait à amé-

liorer la contribution des services communautaires dans la lutte contre le Vih/Sida et la Tuberculose en Côte d'Ivoire. Ce, à travers la documentation scientifique, la formation à la méthodologie et le recueil d'indicateurs et la communication scientifique dans l'exercice de leurs activités. Dans le cadre de ce projet, les équipes d'Alliance Côte d'Ivoire ont sillonné pendant 2 ans de nombreuses localités du pays dont Abidjan, Bondoukou, Bouaké, Daloa, Didiévi, Maféré, Korhogo, Man et Napié. Les résultats présentés font foi du renforcement des capacités à la documentation scientifique d'une vingtaine d'Ong. Lesquelles ont abattu un travail de terrain, sanctionné par la collecte de données de proximité fiables. A en croire Auguste Boua, vice-président du conseil d'administration d'Alliance Côte d'Ivoire, ces données contribueront à appuyer la diffusion nationale et

internationale des résultats communautaires de lutte contre le Sida et la tuberculose en Côte d'Ivoire. Aussi a-t-il plaidé pour la prise en compte des acquis de ce programme dans les stratégies, politiques et planifications nationales en Côte d'Ivoire et dans la sous-région. Au regard des résultats de cette phase pilote, il a demandé à ses partenaires de bien vouloir soutenir la réalisation d'une nouvelle phase visant la poursuite du projet. Une doléance bien perçue par le Dr Raoul

Moh, directeur exécutif du programme Pac-ci. Pour sa part, Dr Désiré Kouamé, représentant le ministre de la santé et de l'hygiène publique, a salué le succès de ce projet. «Ce programme a enregistré des retours d'expérience et des exposés que nous devons capitaliser par des actions concrètes, en vue de faire des interventions communautaires ici en Côte d'Ivoire, l'un des plus compétitifs de la sous-région», a-t-il déclaré ■

DRAMOUS YÉTI

Développement urbain Koumassi accueille la première "Semaine de la ville"



François Albert Amichia, ministre de la Ville.

La commune de Koumassi abritera du 31 octobre au 7 novembre 2019, la 1ère édition de la «Semaine de la ville». A en croire l'organisateur, le ministre de la ville, cet événement inédit dans le paysage urbain ivoirien, vise à réunir les acteurs concernés par la construction de la ville ivoirienne de demain. Les activités tourneront autour du thème : «L'innovation, facteur d'un développement urbain durable». Au menu des festivités, figurent la sensibilisation des populations sur la cohérence urbaine ; la promotion du civisme urbain ; le ravalement des façades. Cette édition inaugurale permettra de promouvoir la politique nationale de la Ville, ont expliqué les organisateurs. Mais aussi

d'offrir aux gestionnaires des villes, des rudiments capables de leur permettre d'arrimer leur gouvernance à l'innovation, ainsi qu'aux réalités et défis urbains. «Il est temps de réveiller la pensée des villes, pour que nos paysages modernes ne soient plus le simple résidu des activités humaines, mais le résultat réfléchi d'une politique voulue par tous, au service de tous » avait indiqué le ministre François Albert Amichia, lors de sa rencontre avec les différents acteurs du système de l'aménagement urbain et du cadre bâti, le mardi 15 octobre dernier. L'apothéose aura lieu, le jeudi 7 novembre, à Tiassalé, ville située au nord d'Abidjan ■

DRAMOUS YÉTI

Fondation Ariel Glaser

Djibo Nicolas passe la main à Coulibaly Nablé Yaya

Le conseil exécutif de la fondation Ariel Glaser, pour la lutte contre le sida pédiatrique en Côte d'Ivoire, a un nouveau président. La cérémonie de passation des charges a eu lieu le 24 octobre, au siège de la fondation aux II plateaux Les Vallons. Ainsi, après deux mandats de trois ans, le premier prési-

dent de la fondation Ariel Glaser, Djibo Nicolas, par ailleurs maire de la commune de Bouaké, a passé la main à son adjoint, Coulibaly Nablé Yaya. Des différentes interventions, l'on retiendra que Nicolas Djibo, porté à la tête de la fondation à sa création en 2011, a contribué au positionnement et au rayonnement de cette organisation



Coulibaly Nablé Yaya (à gauche) assure désormais les destinées de la fondation Ariel Glaser. (PHOTO : DR)

non gouvernementale (Ong) de droit ivoirien, entièrement financée par des organismes internationaux. Au plan local et en adéquation avec les objectifs de la fondation, le président sortant a obtenu des avancées notables. Il s'agit notamment de la mise sous anti retro viraux (Arv) de plus de 47.000 personnes et plus

de 840.000 femmes dépistées dans le cadre de la prévention mère-enfants dans la lutte contre le Vih sida. Le Président entrant, Coulibaly Nablé Yaya, saluant les actes forts posés par son prédécesseur, a promis d'ajouter sa pierre à la consolidation des acquis ■

M. YEVOU

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Monsieur Youan Bi Trazie Bertrand Athanase, maire de la commune de Gohitafla, a l'honneur de porter à la connaissance du public qu'une enquête de comodo et incommodo d'une durée de 30 jours allant du Jeudi 31 octobre au vendredi 29 novembre 2019 inclus, est ouverte dans les bureaux des services techniques de la Mairie de Gohitafla au sujet d'une demande de lotissement d'une parcelle de 135 hectares 22 ares 31 centiares sise au quartier Sialfa, formulée par monsieur YONAN BI TAHNY ZINNA, délimitée au Nord par l'ancien lotissement Gohitafla, au Sud par la plantation d'anacarde de monsieur Zambé Laurent sur la route menant à Manfia, à l'Ouest par le lycée Moderne BAD et le Collège Moderne TIB ET et à l'Est par la résidence de monsieur Gomi.

Monsieur KONE ZOUMANA, chef des services techniques de la Mairie de Gohitafla, nommé commissaire enquêteur par décision N°2019-32/ CFLA/SG/ST du 24 octobre 2019 de monsieur le Maire de la Commune de Gohitafla, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites tous les jours ouvrables de 7 heures 30 minutes à 12h 30 minutes et de 13h 30 minutes à 16h 30 minutes où un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Gohitafla, le 24 octobre 2019
YOUAN BI TRAZIE B. ATHANASE
le maire

Trafic et consommation de stupéfiants

Tramadol, la nouvelle drogue qui fait fureur en Côte d'Ivoire

La situation de la Côte d'Ivoire en matière de drogues et autres stupéfiants n'est pas bonne. Les statistiques révélées à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la drogue célébrée le 28 octobre 2019 à Abobo sont renversantes.

(PHOTO : JOSEPHINE KOUADIO)



Le ministre Diomandé Vagondo (au centre) appelle à l'union contre le fléau de la drogue.

Le Tramadol, un anti-douleur proche de la morphine, a été détourné de sa fonction première. Le produit est consommé en tant que drogue, de plus en plus prisée en Afrique. En 2018, les services ivoiriens de lutte contre la drogue ont saisi 44,068 tonnes de ce produit contre 26,12 tonnes en 2017. Pour 2019, ce sont 280,258 Kg qui ont déjà été saisi fin septembre.

Parce que certains médicaments permettent de se shooter à bas prix, d'autres produits médicamenteux sont très recherchés à l'image du Tramadol. Ainsi 44,136 tonnes de médicaments détournés à des fins toxicomaniaques ont été prises avec les trafiquants en 2018.

Ces chiffres donnés par le Secrétaire général du Comité interministériel de lutte anti-drogue (Cilad), Krouma Mamadou, ont soulevé l'émotion dans la salle de conférence de la mairie d'Abobo, pleine à craquer, à l'ouverture de la célébration de la Journée internationale de lutte contre le trafic illicite et l'abus de drogue, le 28 octobre 2019. Thème de la rencontre : « Une jeunesse saine sans drogue ».

Mais, ce n'est pas tout. Les statistiques sont tout aussi alarmantes en ce qui concerne les autres drogues. Ainsi, en 2018, 1,297 Kg de cocaïne a été saisi contre 5,12 Kg en 2017. Pour l'héroïne, 1,723 Kg ont été saisis en 2018 contre 1,69 Kg en 2017. Quant au cannabis, cette autre

drogue populaire, ce sont 5,198 tonnes qui ont été arrachées aux trafiquants en 2018 contre 3,05 tonnes en 2017. Bien entendu les saisies de drogues et autres stupéfiants s'accompagnent des interpellations des trafiquants. 10573 d'entre eux ont été pris dans les mailles des forces de l'ordre en 2018, dont 1978 déferés. Parallèlement à toutes ces actions, les forces de lutttes se sont attaqués aux fumeurs et en ont détruits 727 en 2018. Au vu de ces statistiques, les nombreux invités du Cilad à la cérémonie d'hier auront compris que la situation de la Côte d'Ivoire n'est pas du tout enviable en matière de drogue. Elle est d'autant plus grave, que la Côte d'Ivoire est passée de pays de transit à pays de com-

mercialisation et de consommation. Ce fait a été relevé et déploré par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le général Diomandé Vagondo. Il se désole que « cette économie parallèle et criminelle... qui finance le terrorisme, qui engen-

dre la corruption et le blanchiment des capitaux » s'installe dans le pays. Avec tout ce qu'elle comporte comme conséquences néfastes pour le développement économiques de la Côte d'Ivoire. Le ministre en veut pour preuve, le fait que la consom-

mation des drogues engendre « de graves problèmes de santé publique » et anéantit alors les efforts que le gouvernement mène pour le bien-être social des populations.

ALAKAGNI HALA

Le général Diomandé Vagondo aux jeunes : « Fuyez la drogue »

Chers amis jeunes, chers enfants. Vous sur qui repose l'avenir de la Côte d'Ivoire. Nous sommes conscients que vous traversez une période de vulnérabilité du fait de la quête d'emplois. Mais, je veux vous encourager à fuir la drogue ». Hier, c'est avec beaucoup d'insistance que le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a appelé les jeunes à se détourner de la drogue.

Il leur demande surtout de ne pas l'essayer. « Laissez-moi vous dire. Si vous y entrez, il n'est pas facile d'en sortir. Alors n'y entrez pas ».

Utilisant à souhait les images pour leur parler avec franchise, le ministre les a suppliés en règle de faire en sorte qu'il n'y ait pas de place pour la drogue dans leur vie. « Ne vous engagez pas sur le chemin de la drogue. Préparez vos diplômes pour un avenir sain et radieux et sans drogue dans une Côte d'Ivoire émergente », a-t-il lancé, entre autres, à l'au-

ditore composé aux trois quart de jeunes. La longue adresse du général Diomandé Vagondo aux jeunes n'est pas fortuite. Le fait est que la situation est préoccupante chez les jeunes. Comme, il l'a lui-même relevé, de nombreuses écoles sont devenues des lieux de commercialisation et de consommation de la drogue. De sorte que les élèves sont de plus en plus exposés à la consom-

tion des stupéfiants. Surtout qu'ils se tournent vers les modes à moindre coût. A savoir, le détournement de produits pharmaceutiques à des usages psychotropiques. Pour le ministre, il faut tirer la sonnette d'alarme. Parce que « si on n'y prend garde, le fléau risque de décimer une bonne partie de la jeunesse ivoirienne ».

A HALA

Le plan national intégré arrive

La Côte d'Ivoire est en passe de mettre en place son Plan national intégré de lutte contre la drogue. Il est en cours de rédaction. Dès qu'il est prêt, il sera soumis au gouvernement.

Ce document qui n'est autre que le Plan stratégique de lutte contre la drogue sera le tableau de bord des actions

futures. Le Plan national intégré permettra à la galaxie de lutte de « contrôler la drogue pour qu'elle ne nous contrôle pas », note le secrétaire général du Cilad. De plus, la loi de 1988 sur la drogue et les stupéfiants est actuellement dans un processus de révision.

A HALA

AVIS DE RECRUTEMENT

Entreprise recrute

03 TECHNICIENS DE L'ELEVAGE

Description de l'offre

Entreprise recrute (3) TECHNICIENS DE L'ELEVAGE répartis comme suit :

- Un technicien spécialiste en porc ;
- Un technicien spécialiste en poudeuse ;
- Un technicien spécialiste en poulet de chair.

Profil pour ce poste

Attributs : Le technicien d'élevage interviendra sur tous les secteurs de l'élevage : alimentation, reproduction, santé, bâtiments, matériel. Missions principales Il sera chargé de :

- Enregistrer, analyser et interpréter les informations et les résultats techniques de l'élevage (alimentation, croissance, fertilité, santé animale de commun accord avec le vétérinaire, température, hygrométrie, ventilation, qualité de l'air, ...).
- Conseiller sur les éventuelles décisions susceptibles d'améliorer ou d'optimiser les performances des animaux
- Présenter les résultats techniques de l'élevage à sa hiérarchie ou à l'organe de décision de l'entreprise.
- Organiser, superviser, suivre le travail sur le terrain (contrôle du travail réaliser, repère les éventuelles imperfections et propose des plans d'actions).
- Assister, motiver et conseiller les équipes de travail sous sa responsabilité.

Conditions d'exercice

Les activités s'exercent principalement dans les élevages au contact des animaux, mais aussi en bureau pour exploiter les enregistrements de données effectués.

Compétences et qualités

- Maîtriser l'ensemble des techniques liées au cycle de vie des animaux et à la finalité économique de l'élevage.
- Être spécialisé dans un domaine
- Disposer d'un sens aigu de l'observation, de bonnes aptitudes à l'organisation, et de réelles capacités à prendre des décisions.
- Maîtriser l'informatique et plus particulièrement les logiciels techniques et technico-économiques conçus pour les suivis d'élevage. Avoir une bonne pratique des logiciels Word et Excel.
- Avoir des aptitudes de conseiller en élevage
- Être à mesure d'expliquer ses préconisations et de communiquer avec aisance pour une meilleure compréhension de son activité. Traits de personnalité -Bon animateur des équipes.
- Rigueur et discipline dans le travail, notamment dans les enregistrements des résultats ou des constats.
- Aisance relationnelle et aptitude au travail en équipe.
- Esprit d'initiative,
- Disponibilité,
- Curiosité. Expérience requise : avoir au moins 3 ans d'expérience dans le domaine pour le technicien en porcculture;
- Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine pour le technicien en élevage de poudeuse;
- Au moins 3 ans d'expérience dans le domaine pour le technicien en élevage de poulet de chair.

Dossiers de candidature

Envoyer CV + LM + prétention salariale à l'adresse suivante: ndrimartial@yahoo.fr

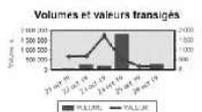
Date limite de dépôt de candidature : 03/11/2019

SEANCE DE COTATION DU LUNDI 28 OCTOBRE 2019

MARCHE DES ACTIONS

Titre	Cours Préc.	Cours du jour	Var. Jour
SECABE CI	650	650	0,00%
FILITISAC CI	975	1 050	2,36%
NSBCI CI	170	170	0,00%
NESTLB CI	800	495	-1,00%
CHOWN SILM CI	150	150	0,00%
AIR LIQUIDE CI	300	300	0,00%
SOLIDA CI	41 700	41 700	0,00%
SNV CI	3 200	3 250	3,28%
STAN CI	860	NC	NC
TELECOM CI	900	SP	SP
UNILEVER CI	2 500	SP	SP
UNIMAX CI	1 500	1 510	1,33%
SONATEL SM	14 900	15 000	14,70%
SODE CI	2 800	2 820	2,50%
ONATEL BF	2 800	2 800	0,00%
CEI CI	1 228	1 228	0,00%
ECOBANK COTE D'IVOIRE	2 800	2 750	-1,74%
ECOBANK TRANS. INCORP. IAS	10	18	45,25%
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE	3 130	3 100	-2,89%
ORAGROUP TOGO	2 960	3 050	3,04%
CORIS BANK INTERNATIONAL	7 500	NC	NC
ICI CI	5 200	NC	NC
BANK OF AFRICA BN	3 625	3 625	0,00%
BANK OF AFRICA BP	3 600	3 600	0,00%
BANK OF AFRICA CI	2 500	2 500	0,00%
BANK OF AFRICA ML	810	820	1,23%
BANK OF AFRICA NG	2 800	3 150	1,94%
BANK OF AFRICA SENEGAL	1 550	1 575	1,55%
SAF CI	425	415	-2,35%
AGRICULTURE D'AFRIQUE COTE D'IVOIRE	2 800	2 750	-1,79%
SOCIETE IVOIRIENNE DE SANOFI	2 400	2 300	-4,17%
BELLOR	1 400	1 400	0,00%
MOJO CI	2 300	SP	SP
SOOF CI	2 800	2 800	0,00%
SAPH CI	500	500	0,00%
SDRIVOIRE	600	600	0,00%
SODE CI	2 800	NC	NC
PALM CI	930	950	2,15%
TRACTAFR MOTORS CI	120 000	1 075	-99,44%
BERNABE CI	800	800	0,00%
CAVO MOTORS CI	400	400	0,00%
VVO ENERGY CI	710	710	0,00%
TOTAL CI	1 250	1 250	0,00%
TOTAL SN	1 200	1 250	4,17%
SPRVAIR AERIAN CI	1 200	NC	NC
SPTAO CI	180	NC	NC

BRVM ICI : 136,71 ▲ BRVM Comp. : 142,16 ▲
 Volume litres échangés : 291 941
 Valeur des transactions (FCFA) : 173 311 919
 Capitalisation Actions (FCFA) : 4 231 889 570 958



PERFORMANCE DES FONDIS COMMUNS DE PLACEMENT (FCP) DU VENDREDI 25 OCTOBRE 2019

FCP	Valeur précédente	Valeur actuelle	Par.
QUOTIDIENNES			
FCP "BRM DYNAMIQUE"	12 923,13	NC	-
FCP "BRM OBLIGATAIRE"	12 057,59	NC	-
FCP AAM CAPITAL SUR	6 925,61	6 835,50	-0,01%
FCP AAM EPARGNE ACTION	2 005,28	2 015,02	0,32%
FCP AAM EPARGNE GROSSIERS	5 356,23	5 273,00	-0,21%
FCP AAM OBLIGATS	7 049,06	7 048,73	-0,01%
FCP ACTIONS PHARMACIE	876,59	875,75	-0,09%
FCP AL BARAKA	1 006,04	1 039,24	0,02%
FCP AL BARAKA 2	1 027,82	1 038,11	0,02%
FCP ASSUR SENEGAL	1 009 002,03	1 036 890,20	-0,02%
FCP ATLANTIC GROSSIERS	4 200,20	NC	-
FCP ATLANTIC SECURITE	5 973,85	NC	-
FCP SMOE VALEURS	1 072,33	1 072,23	-0,01%
FCP CAPITAL GROSSIERS	ND	NC	-
FCP CAPITAL PLUS	1 005,34	NC	-
FCP CONFORT PLUS	1 036,44	NC	-
FCP CORE ACTIONS	4 932,26	NC	-
FCP CORE PERFORMANCE	5 284,01	NC	-
FCP DYNAMIC SAVINGS	ND	NC	-
FCP EMERGENT	5 496,27	NC	-
FCP EXPANSIO	7 911,38	NC	-
FCP HORIZON	1 478,19	1 482,40	0,29%
FCP LIQUIDITE OPTIMUM	16 626,23	16 673,11	0,01%
FCP NYESIG	9 125,15	NC	-
FCP OBLIG SECURITE	9 457,09	NC	-
FCP PLACEMENT AVANTAGE	1 381,55	1 384,00	0,18%
FCP PLACEMENT GROSSIERS	1 045,58	1 047,15	0,11%
FCP PLACEMENT QUETUDE	1 345,51	1 345,32	-0,01%
FCP SAPHIR DYNAMIQUE	9 002,05	5 090,30	-0,02%
FCP SAPHIR QUIETUDE	5 790,17	5 792,70	0,01%
FCP SECURITAS	5 254,29	NC	-
FCP SONGA EPARGNE ACTIVE	7 937,09	7 840,07	-0,02%
FCP SONGA EPARGNE SERENITE	11 790,58	11 792,81	0,01%
FCP SOGEBANER	1 142,08	1 193,00	0,29%
FCP SOGEBEH	2 952,09	2 953,00	0,30%
FCP SOGECYBAMIQUE	2 791,09	2 791,00	-0,25%
FCP SOGERRIUEDES	3 383,09	3 387,00	0,12%
FCP SOGESCURITE	4 956,09	4 955,00	-0,02%
FCP SOGECALOR	7 641,08	7 655,00	0,18%
FCP Trac Moussé	32 544 226,13	NC	-
FCP VALORIS	5 267,05	NC	-
FCP OPTI PLACEMENT	12 180,47	NC	-
FCP OPTI REVENU	8 821,87	NC	-
FCP OPTI CAPITAL	16 615,03	NC	-

MARCHE DES OBLIGATIONS

Titre	Cours Préc.	Cours du jour	Var. Jour
ETAT DU MALI 8,20% 2016-2023	1 840	NC	NC
Etat du Mali 8,50% 2017-2024	10 000	NC	NC
ETAT DU MALI 6,50% 2019-2026	10 000	NC	0,00%
ETAT DU MALI 6,50% 2019-2027	10 000	NC	0,00%
ETAT SENEGAL 6,70% 2013-2019	1 040	NC	0,00%
ETAT SENEGAL 6,50% 2013-2023	10 040	NC	0,00%
ETAT BENISAL 6,50% 2014-2021	5 000	NC	0,00%
ETAT SENEGAL 6,30% 2015-2025	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2013-2020	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2017-2027	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2017-2024	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2018-2025	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2026	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2019-2027	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2017-2027	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2018-2025	10 000	9 990	-0,01%
TFP 6,50% 2018-2022	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2023	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2026	10 000	9 990	-0,01%
TFP 6,50% 2017-2024 A	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2017-2024 M	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2017-2025	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2026	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2029	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2018-2026	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2019-2026	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2019-2026	10 000	NC	0,00%
TFP 6,50% 2019-2026	10 000	NC	0,00%
TREASOR PUBLIC DU NIGER 6,50% 2013-2026	10 000	10 000	0,00%
TFP 6,50% 2013-2023	10 000	9 990	-0,10%
BIOC-EBD 6,10% 2014-2021	10 000	NC	0,00%
BIOC-EBD 6,10% 2017-2027	10 000	NC	0,00%
BOAD 5,55% 2014-2021	10 000	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2012-2022	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2012-2024	10 000	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2013-2023	10 000	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2014-2024	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2015-2025	10 000	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2016-2026	10 000	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2017-2027	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2018-2028	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2019-2029	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2020-2030	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2021-2031	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2022-2032	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2023-2033	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2024-2034	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2025-2035	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2026-2036	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2027-2037	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2028-2038	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2029-2039	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2030-2040	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2031-2041	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2032-2042	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2033-2043	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2034-2044	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2035-2045	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2036-2046	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2037-2047	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2038-2048	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2039-2049	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2040-2050	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2041-2051	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2042-2052	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2043-2053	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2044-2054	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2045-2055	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2046-2056	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2047-2057	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2048-2058	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2049-2059	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2050-2060	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2051-2061	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2052-2062	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2053-2063	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2054-2064	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2055-2065	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2056-2066	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2057-2067	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2058-2068	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2059-2069	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2060-2070	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2061-2071	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2062-2072	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2063-2073	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2064-2074	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2065-2075	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2066-2076	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2067-2077	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2068-2078	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2069-2079	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2070-2080	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2071-2081	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2072-2082	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2073-2083	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2074-2084	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2075-2085	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2076-2086	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2077-2087	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2078-2088	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2079-2089	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2080-2090	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2081-2091	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2082-2092	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2083-2093	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2084-2094	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2085-2095	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2086-2096	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2087-2097	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2088-2098	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2089-2099	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2090-2100	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2091-2101	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2092-2102	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2093-2103	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2094-2104	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2095-2105	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2096-2106	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2097-2107	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2098-2108	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2099-2109	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2100-2110	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2101-2111	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2102-2112	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2103-2113	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2104-2114	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2105-2115	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2106-2116	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2107-2117	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2108-2118	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2109-2119	3 580	NC	0,00%
ORRHUEMOA 6,10% 2110-2120	3 580	NC	0,00%

Financement de l'économie

Duncan encourage le regroupement des marchés de capitaux

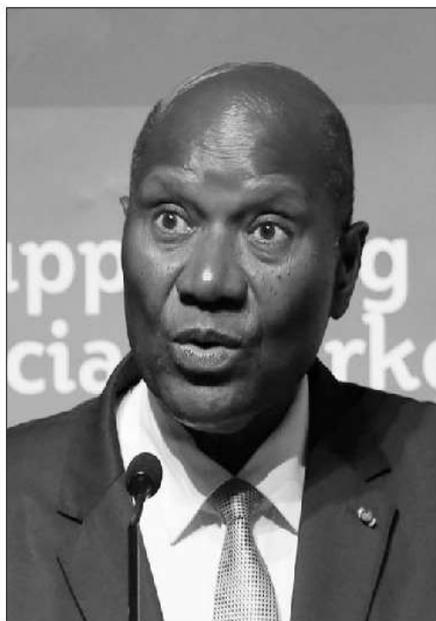
Le vice-Président de la République a ouvert les travaux de la conférence inaugurale sur l'intégration des marchés des capitaux de l'Afrique de l'Ouest au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire.

C'est par un appel pressant que le vice-Président de la République, Daniel Kablan Duncan, a ouvert hier la première Conférence sur l'intégration des marchés de capitaux de l'Afrique de l'ouest (Wacmac). Organisée au Sofitel Abidjan Hôtel par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (Crepmf) en collaboration avec l'Association des autorités des marchés financiers de l'Afrique de l'ouest (Amfao). Les réflexions sont axées autour du thème de " Positionner les marchés des capitaux de l'Afrique de l'Ouest pour assurer une croissance économique réelle et durable grâce à l'intégration et à une réglementation rationnelle". « Il nous faut à travers ces regroupements, rendre notre marché Ouest africain plus attractif, afin de rapatrier les ressources partagées par nos Entreprises », a-t-il lancé. Le disant, Daniel Kablan Duncan s'est appuyé sur la 2e édition du Rapport du London Stock Exchange (Lse), intitulé « *Compagnies to inspire Africa* » publiée en janvier 2019, qui indique que la Bourse de Londres enregistrait plus de 110 sociétés africaines cotées sur son marché. Faisant de ce marché londonien des capitaux une bourse africaine, au détriment de nos places financières d'Afrique. Le vice-Président de la Répu-

blique a également indiqué que selon le Fonds monétaire international (Fmi), en 2017, le taux d'épargne dans la zone Euro était de 22 % contre 40,8 % pour les pays asiatiques, de 17,5 % pour les pays d'Amérique latine, tandis que l'Afrique subsaharienne se situe autour de 16 %. Et Daniel Kablan Duncan d'ajouter que « pour la Côte d'Ivoire, malgré un taux de croissance économique annuel moyen de 8 % sur la période 2012-2018, le taux d'épargne s'établit à 15 % du PIB en 2017 ».

Quelques pistes de solutions pour libérer le potentiel

Pour faire face aux défis susmentionnés, Daniel Kablan Duncan a préconisé une plus grande disponibilité de l'information financière pour tous les investisseurs, une augmentation de la liquidité de marché en incitant les émetteurs à recourir au fractionnement des titres afin de les rendre plus accessibles. Le vice-Président de la République a aussi appelé à une incitation au respect des règles du flottant en vue de l'accroissement du volume de transactions et à la réduction des coûts et des délais d'obtention de visa et de cotation pour les émetteurs (offre) et les coûts d'accès au marché pour les investisseurs (demande). Sans oublier de favoriser le développement de la notation fi-



Le Vice-Président de la République a félicité les autorités de régulation des marchés ouest-africains. (PH : DR)

nançière. Selon lui, ces actions permettront de libérer le potentiel du marché financier ouest-africain dans son ensemble. Il a donc cité en exemple, le marché de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) qui a permis « de

lever environ 7 000 milliards de FCFA pour financer leurs programmes de développement. Quant au secteur privé, c'est environ 2 500 milliards FCFA qui ont été levés pour financer les investissements des entreprises ». Ce potentiel avec l'in-

tégration visée des différentes places sous-régionales est estimé à une capitalisation de plus de 70 000 milliards de Fcfa (130 milliards de dollars) et un chiffre d'affaires quotidien moyen d'environ 15 milliards de Fcfa (30 millions de dollars), selon Mamadou Traoré, com-

missaire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (Cedeao) chargé des investissements et de la promotion du secteur privé.

ABOUBAKAR BAMBA

Le Crepmf intègre le programme de soutien de Fsd Africa

Le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (Crepmf) et l'agence britannique Fsd Africa ont signé une convention lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence. Par cet acte, le régulateur du marché de l'Uemoa intègre le programme de soutien au développement des structures de contrôle des marchés conduit par Fsd sur le continent. Fsd Africa met en œuvre le programme au Nigeria, au Ghana, en Ouganda, au Kenya, au Mozambique, au Rwanda, au Zimbabwe et en Zambie. Mamadou Ndiaye, président du Crepmf, a exprimé la fierté de l'institution « d'être un régulateur francophone qui peut bénéficier du soutien d'une agence britannique en matière de développement ». Et d'ajou-

ter que « ce financement, qui bénéficie au marché financier régional, renforcera les efforts considérables déployés par les États de l'Uemoa dans le cadre du projet de réforme du marché ». Pour Mark Napier, directeur de Fsd Africa, « ce marché représente une énorme opportunité de contribuer à la croissance des marchés des capitaux dans la région de l'Afrique de l'Ouest, tout en développant des éléments de base critiques qui sont importants pour les plus grands investissements locaux et internationaux ». Ce satisfecit a été aussi exprimé par Daniel O. Tetteh, président de l'Association des autorités des marchés financiers d'Afrique de l'Ouest (Amfao).

A. KOUAO

5^e édition du Salon international de l'originalité

Les experts dénoncent les réseaux de contrefaçons

La 5e édition du Salon international de l'originalité, "Origini 2019", s'est ouverte hier à la Bibliothèque nationale d'Abidjan Plateau sous le thème: «Les innovations technologiques au cœur de la sensibilisation et de la lutte». Cette édition a été marquée par une conférence inaugurale prononcée par Michel N'Zi Brou, président du Comité national de lutte contre la contrefaçon (Cnlc), représentant le parrain, Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce. Le président du Cnlc a articulé son exposé autour de six axes à savoir, la définition des notions de fraude et contrefaçon et leurs différentes formes, leur impact sur le développement économique et social, les stratégies de lutte mises en place par le gouvernement, les moyens engagés dans la lutte, les résultats enregistrés et enfin les perspectives. « L'acte

frauduleux est réalisé par l'utilisation de moyens illégaux à l'effet de procurer à son auteur un avantage matériel, financier et moral. La contrefaçon est la reproduction d'un produit, d'un bien ou d'un service sans en avoir le droit », a défini d'entrée le conférencier qui révèle que la fraude et la contrefaçon prennent diverses formes et touchent plusieurs domaines d'activités. Selon Michel N'Zi, on estime à 5% la part de produits frauduleux et contrefaits dans le commerce mondial. Ces phénomènes qui ont pris de l'ampleur grâce aux avancées technologiques et à l'émergence de nouveaux marchés impactent dangereusement la société et l'économie des pays. Pertes financières et baisses de chiffres d'affaires, recule de part de marché des entreprises, hypothèque des investissements privés, fragilisation du pouvoir économique, faillite et fermeture d'entre-



Michel N'Zi Brou a instruit l'auditoire sur les dangers de la fraude et de la contrefaçon. (PH : DR)

prises sont entre autres conséquences révélées par le conférencier. Qui, projetant cet

impact sur l'État et la société, dira qu'il « y a une fragilisation de l'économie nationale, la

baisse des recettes douanières et fiscales donc recul des investissements publics, la perte d'emplois et licenciement aggravés, la menace sur la santé du consommateur, la sécurité de l'État en raison de lien potentiel des réseaux de fraude et de contrefaçon avec le crime organisé et le terrorisme ». C'est pourquoi l'État, dans sa volonté de lutter contre ces fléaux, a pris plusieurs mesures : la création d'un cadre juridique accompagné par des actions de sensibilisation et de répression. En termes de perspectives, le conférencier a énuméré des recommandations qui sont : obliger l'imposition de la marque NI (Norme ivoirienne) sur tous les produits manufacturés, encourager les entreprises à la certification et à la qualité de leur produit, accentuer la sensibilisation, renforcer la collaboration et les capacités opérationnelles, organiser la lutte selon les diffé-

rents secteurs et renforcer les interventions portuaires et aéroportuaires. Avant lui, Anges Félix N'Dakpri, Commissaire général du Salon, a émis le vœu de voir ce salon contribuer efficacement à la lutte contre la fraude. Pour lui, ce salon est une « plateforme de mutualisation des expériences et expertises, en matière de sensibilisation et de lutte contre la contrefaçon, le piratage des produits, marques et services. La particularité de ce salon, ce sont les débats autour de thèmes spécifiques tirés de la lutte contre la fraude et contrefaçon. Je voudrais donc souhaiter qu'à l'issue de ces deux jours de panels, sortent des recommandations et résolutions fortes qui vont contribuer à lutter efficacement contre ce fléau », a indiqué le Commissaire général. ■

SERGES N'GUSSANT

3^e session ministérielle du comité spécialisé de l'Union africaine Les experts adoptent la construction d'un marché unique numérique d'ici 2030

En marge de la Conférence mondiale des radiocommunications, la Côte d'Ivoire a pris part aux réunions de la 3^e session ministérielle ordinaire du Comité spécialisé (Stc) de l'Union africaine (Ua) sur les Technologies de l'information et de la communication (Cts-Ctic), les 25 et 26 octobre à Sharm El Sheikh en Égypte.

La 3^e session ministérielle ordinaire du Comité spécialisé (Stc) de l'Union africaine (Ua) sur les Technologies de l'information et de la communication (Cts-Ctic) qui s'est tenue les 25 et 26 octobre, en marge de la Conférence mondiale des radiocommunications, à Sharm El Sheikh en Égypte, a pris d'importantes décisions pour le développement des Tic en Afrique. Les échanges auxquels a pris part la Côte d'Ivoire, à travers le ministère de l'Économie numérique et de la Poste, ont permis d'adopter la Stratégie globale de transformation numérique pour l'Afrique. Celle-ci vise à créer une société et une économie numériques intégrées et inclusives en Afrique capable d'améliorer la qualité de vie des populations vivant sur le continent. Par ailleurs, des objectifs simples et mesurables ont été définis, notamment la construc-



Des membres de la délégation ivoirienne présente à Sharm El Sheikh, en Égypte. (PH : DR)

tion d'un marché unique numérique d'ici 2030 et la mise en place de moyens numériques permettant aux populations d'accéder en toute sécurité, à un débit minimum de 6 Mo/s à tout moment et à un prix abordable ne dépassant pas un centime Usd par Méga octet partout sur le continent. L'enjeu majeur pour le Comité en charge des Tic, le Cdct, est d'assurer à l'Afrique une place de choix dans l'écosystème du numérique toujours en constante évolution. À ce propos, le continent a mis en œuvre nombre d'initiatives telles que le Système d'échange Internet africain (Axis), le Dot Africa, le réseau électronique panafricain, la Connectivité des bureaux de poste et la création des chaînes de télévision et de radio panafricaines ainsi que des programmes de renforcement des capacités en matière d'accès rural aux infrastruc-

tures de base. Outre la délégation ivoirienne composée du directeur de cabinet adjoint du ministère de l'Économie numérique et de la Poste (Menup), Ahmed Sako, du Dr. Yacouba Coulibaly, directeur général de l'Agence ivoirienne de gestion des fréquences radioélectriques (Aigf) et de Karl Anoma, conseiller technique au ministère de la Communication, ont pris part aux réunions des experts et des autorités représentant les Communautés économiques régionales (Cer), les institutions spécialisées de l'Ua, la Banque africaine de développement (Bad), Smart Africa, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Cea), les Organisations spécialisées internationales et partenaires (Uit, Upu, Union européenne), etc. ■

DAVID YA
(SOURCE, SERCOMAIGF)

Ressources en eau

Le Gouvernement mobilise tous les acteurs pour une gestion intégrée

La Semaine nationale de l'eau (Sne-CI), qui est à sa quatrième édition cette année en Côte d'Ivoire, s'est tenue du 21 au 27 octobre. Mais c'est le 24 octobre, qu'elle a été officiellement ouverte, à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères, au Plateau. Une cérémonie qui a enregistré la participation de plusieurs acteurs nationaux et internationaux du secteur de l'eau (utilisateurs, planificateurs et décideurs) ainsi que les partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire. Le thème de cette édition est: «Accès de tous à l'eau et à l'assainissement dans un contexte de changement climatique et de pollution des eaux». Si la Côte d'Ivoire peut se féliciter des efforts qu'elle consent pour améliorer sa gestion de l'eau et en renforcer l'accès aux populations, aujourd'hui, il faut passer d'une gestion sectorielle à une gestion intégrée. «Notre département s'est engagé à relever avec enthousiasme le défi de la Gestion intégrée des ressources en eau (Gire). Et pour y arriver, nous espérons pouvoir compter sur l'apport de chacun des ac-

teurs de la gestion de l'eau. En effet, le moment est venu de mettre la Gire au centre de la gestion et de l'aménagement du territoire», a déclaré le colonel Mé Kouamé Martial, directeur de cabinet adjoint du ministère des Eaux et Forêts, qui a présidé la cérémonie au nom du ministre Alain-Richard Donwahi. La gestion intégrée, a-t-il précisé, exige la mise en place de cadres juridique et institutionnel appropriés ainsi que la définition d'une politique et de stratégies «qui permettront d'allouer de manière efficace les ressources en eau en fonction des besoins socio-économiques nationaux tout en assurant leur durabilité». Il y a donc des efforts à faire encore, mais en tout état de cause, il faut reconnaître que le gouvernement est engagé dans la gestion des ressources en eau. Notamment à travers la mise en place, en 2018, d'une direction générale des ressources en eau au sein du ministère des Eaux et Forêts, et la mise en œuvre de plusieurs projets structurants, notamment dans le cadre du Plan d'actions prioritaires (Pap 2017-2020), faisant passer le taux d'accès à l'eau potable de

67 à 69% en milieu rural et de 92 à 94% en milieu urbain. Notons également que le Plan social du Gouvernement (Ps Gouv 2019-2020) accorde une part importante à la couverture en eau potable avec une enveloppe de plus de 5,5 milliards de F Cfa et de 2,5 milliards pour l'assainissement en milieu

rural. En ce qui concerne les questions d'assainissement et de pollution de l'eau, il y a en effet de grands défis à relever, comme l'a souligné Dina Rakotoharifetra, la représentante du représentant résident de l'Unicef. À l'en croire, l'eau est la ressource la plus affectée par les

changements climatiques, sans omettre qu'elle est polluée par les actions anthropiques. Et les conséquences sont subies en premier par les enfants. «Environ 30 enfants meurent chaque jour en Côte d'Ivoire de maladies diarrhéiques», a-t-elle informé, tirant sur la sonnette

d'alarme. Cette Semaine nationale de l'eau a permis aux participants de mûrir les réflexions à travers les différents panels et communications en vue d'aider les décideurs à relever tous ces défis liés à la gestion de l'eau. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Sous le parrainage de
Monseigneur Abdourahmane Cissé
Ministre du Pétrole, de l'Énergie et
des Énergies Renouvelables

ESMG Engineers
MORNINGS

2^e Edition

Thème
**Entrepreneuriat dans les secteurs
des mines, du pétrole et de l'eau
en Côte d'Ivoire:
Défis et opportunités**

02 Novembre 2019
Radisson Blu Hôtel
de 08H30 à 13H30

info@esmgenineers.com
www.esmgenineers.com
(+225) 49 52 60 63 - (+225) 49 06 19 97

Bafing / Projet Soja Kobenan Adjoumani donne le top départ

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a procédé au lancement officiel de la relance du projet soja.

Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, accompagné du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo et de la secrétaire d'Etat chargée de l'Autonomisation des femmes, Myss Belmonde Dogo, était à la cérémonie de lancement officiel de la phase pilote de la relance du projet soja. C'était le 25 octobre, à la place Ciboué de Touba. Kobenan Kouassi Adjoumani a indiqué que cette rencontre matérialise la mise en application de la promesse faite par le Président de la République, Alassane Ouattara, aux populations, lors de sa visite d'Etat dans le district du Woroba en 2015. Il a expliqué les innovations apportées au projet. «Ce projet reformulé place les populations locales au centre de

toutes les activités de production et de transformation du soja. Il intègre tous les maillons de la chaîne des valeurs agricoles. De la production des semences à la transformation du soja, en passant par la production de masse», a-t-il fait savoir. Avant d'indiquer l'incidence que ce projet aura sur la vie des populations. «L'objectif est de développer une économie rurale compétitive, rentable, créatrice d'emplois pour les jeunes et surtout pour les femmes, avec la création d'une usine de transformation du soja dans le Bafing. Ce qui permettra de créer une économie agricole intégrée, génératrice de revenus équitablement partagés entre les acteurs de la chaîne des valeurs, de réduire l'exode rural et d'améliorer la qualité de vie des populations», a indiqué le ministre. Il a invité les populations à s'approprier ce projet

afin de consolider son plan de mise en œuvre au fil des années, de mieux apprécier ses éléments de durabilité et de garantir son impact sur la population. Moussa Sanogo s'est réjoui de la relance de ce projet dans sa région natale. Il a exhorté les populations, en général et les jeunes, en particulier, à saisir cette autre opportunité. «Exploitez cette richesse plutôt que de tenter des aventures incertaines», a-t-il lancé. La relance du projet soja permettra la réhabilitation des fermes semencières et des pistes menant aux parcelles. La réhabilitation et l'équipement du laboratoire d'analyses, des magasins d'intrants agricoles, de pièces de rechange, du pont à bascule, de la station de carburant et des salles de formation des paysans sont prévus. Dans le cadre du projet pilote, les activités sont exécutées sur 16

000 hectares dont 800 dans le Bafing. Le financement du projet est estimé à 15 milliards de FCfa ■

SAINT-TRA BI



Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. (PHOTO: DR)

SOCIETE D'ETUDE ET DE TRAVAUX POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

SETAO

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 672 000 000 FCFA

Siège social : 22, rue des Foreurs-01 BP 925 Abidjan 01

RCCM : ABJ-1962-B-1219w

PUBLICATION SEMESTRIELLE DU TABLEAU D'ACTIVITE ET DE RESULTAT AU 30/06/2019

NB : chiffres en FCFA

TABLEAU DE RESULTAT	JUIN 2019 (6 mois)	JUIN 2018 (6 mois)	VARIATION en valeur (Juin 2019-Juin 2018)	Rappel chiffres au 31/12/2018
Chiffre d'affaires	3 362 331 000	2 963 241 068	399 089 932	6 416 099 172
Résultat d'exploitation	467 127 635	56 976 398	410 151 237	444 621 030
Résultat financier	107 978 132	61 547 777	46 430 355	113 183 671
Résultat des activités ordinaires	575 105 767	118 524 175	456 581 592	557 804 701
Impôt sur les résultats	113 000 000	27 594 964	85 405 036	197 113 929
Résultats nets	469 817 630	90 929 207	378 888 423	365 741 619

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

1- Commentaire sur l'activité

Le chiffre d'affaires est en progression de 13% par rapport à 2018. L'activité est principalement portée par le projet hôtelier au Plateau d'Abidjan dont l'avancement est conforme aux prévisions. Les travaux de la phase 2 de l'INP HB de Yamoussoukro se poursuivent et seront achevés d'ici fin 2019.

2- Prévision de fin d'année

Le chiffre d'affaires prévisionnel de fin d'année devrait sensiblement augmenter avec une estimation proche de 12 milliards de FCFA pour 2019. La production sur le projet hôtelier va s'accélérer sur le deuxième semestre et de nouvelles commandes vont alimenter le portefeuille d'activité.

Béoumi

Les cadres de Koyarabo offrent 350 kits scolaires

Trois cent cinquante kits scolaires d'une valeur globale de 1 350 000 FCfa, c'est le don des cadres de Koyarabo (Béoumi) fait aux élèves démunis de la localité. Selon une correspondance particulière, le groupe scolaire Koyarabo I et II a servi de cadre à la cérémonie de remise qui a eu lieu le

18 octobre. En présence de nombreux enseignants et parents d'élèves. A en croire Isidore Kouakou, président de la Mutuelle de développement de Koyarabo (Mudeko), l'objectif visé est de soutenir les parents démunis, de les encourager à scolariser leurs enfants. Cette action, a-t-il soutenu, permettra, par ailleurs, aux bé-

néficiaires de travailler dans de bonnes conditions, d'être bien formés et d'obtenir de meilleurs résultats en fin d'année. Ce, afin que ce groupe scolaire soit une école d'élite au niveau de l'Inspection de l'enseignement préscolaire de Béoumi, a-t-il conclu ■

DRAMOUS YÉTI

Le localier

DANANÉ. Un conducteur de taxi-moto a été condamné, mardi, à six mois de prison ferme pour avoir menacé d'une arme blanche un agent des forces de sécurité nationales. Il a été requis contre lui 100 000 francs d'amende, cinq ans de privation de droits et cinq ans d'interdiction de paraître en Côte d'Ivoire ■

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Monsieur le Maire de la Commune de Bingerville porte à la connaissance du public que quatre enquêtes de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours sont ouvertes du LUNDI 30 septembre 2019 au MARDI 29 octobre 2019 inclus dans les locaux des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, au sujet d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive sur les parcelles suivantes :

- 00ha 47a 91ca sise à - Bingerville au profit de AHOUOTO Valery Pierre Claver,
- 26ha 58a 86ca sise à sebia - yao au profit de l'entreprise 2j services (E2JS),
- 00ha 82a 54ca sise à Bingerville au profit de Gnankou Aimé Dominique
- 09ha 10a 89ca sise à Akoyaté au profit de Ohoukou youou Lazare,
- 02ha 82a 98ca sise à Akouai - Agban Sandton 2 au profit de Brou Boa Michel
- 00ha 44a 07ca sise à Bingerville au profit de Akre Tchimon Paul Junior
- 34ha 72a05ca sise à Elokate au profit de la cooperative Danho Francois

Monsieur BAKAYOKO KASSOUM, Docteur en Génie civil, Directeur des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, désigné Commissaire enquêteur est chargé de recevoir dans un registre ouvert à cet effet, toutes les observations et oppositions qui pourraient être faites.

LE MAIRE
DOLUMBIA ISSOUF

Apprentis gbaka, coxers, syndicat... Une journée à la gare routière d'Adjamé

Une vie de chien, une culture de l'impolitesse. Leur vie se passe dans les gares et les véhicules de transport en commun. Leurs clients sont souvent leurs ennemis. Incursion.

Adjamé 220 logements. Dimanche 14 août 2016. Un apprenti gbaka, en provenance de Bingerville, traîne à remettre la monnaie d'un client. Deux cent francs Cfa. Une bien modique somme. Mais les conditions des échanges sont malsaines. Très vite, les esprits s'échauffent. Un chauffeur de gbaka vient à la rescousse de l'apprenti. Le client, un policier, sort son arme. Le chauffeur de gbaka est tué. Ses collègues se vengent en tuant le policier. Deux morts pour deux cent francs. Mais surtout pour l'atmosphère bien délétère qui règne entre apprenti gbaka et leurs clients. Il n'y a aucune courtoisie. Aucun respect. Apprentis gbaka. Qui sont-ils ? Pourquoi sont-ils si arrogants ? Juste quelques questions que nous voulions leur poser lorsque nous sommes allés à leur rencontre. Leur arrogance est connue de tous leurs clients et entraîne régulièrement des rixes. Telle la discussion qui a dégénéré en drame aux 220 logements.

Nous trouvons les concernés pour un échange. Pourquoi vous êtes si impolis ? Tout le monde en parle. Les visages changent. Celui qui prend la parole a une réponse appropriée. Impoli là même oh, ça veut dire quoi ?



Apprentis gbaka ou balanceurs, coxers ou gnambro, à la gare routière d'Adjamé, de nombreux jeunes exercent une profession sans avenir.

.....
Je dis, impoli là, ça veut dire quoi ? C'est quelle question matin-là ? Nous sommes à la gare Renault d'Adjamé, bien entouré par des jeunes. Notre interlocuteur n'est pas, à l'observation de son physique, le modèle d'hercule. Mais si ses lamelles de muscles n'effraieraient pas, ses yeux qui ont commencé à rougir et ses paupières à battre à une fréquence accélérée recommandent la sagesse. Je dis oh, impoli là, ça veut dire quoi ? La question n'aura pas de réponse. Pour faire baisser la tension, obtenir un calme propice aux échanges et être en sécurité, surtout pour mon portrait, nous invitons à trouver un endroit « où on peut s'asseoir tranquillement... » Réponse assez musclée à une proposition qui sera

pourtant acceptée. On t'a dit qu'on est fâchés ? C'est vous qui dormez dans les bureaux climatisés-là qui traitez les gens qui « grovilent » réellement d'impolis. Et puis, c'est vous qui aimez-vous asseoir. Sinon, nous, on est tout le temps debout. Même quand on "bara" (travailler, allusion à leur position debout dans les gbakas). Écoutez, ne vous énervez pas. C'est juste que je veux qu'on trouve un endroit pour prendre quelque chose. Sinon, ce n'est pas palabre. Vieux père est-ce que toi même "tu as cœur" de parler de palabre avec nous ? Non, je n'ai pas ce courage-là. C'est un kiosque à café du coin qui va nous accueillir. Il faut d'abord les laisser vider leur sac. Cible, les clients. « C'est pour nous là que vous voyez ? Les clients sont trop compliqués. On leur dit de monter avec la monnaie, mais ils ne le font

jamais. On ne sait pas comment ils sont, mais ils font tout pour énerver les gens. » Petite pause. Le temps de vider la petite tasse de café

oui). Quand tu viens l'encaisser, il te tend mille francs. Ton cœur est chaud en même temps ». La mine change. Le geste brusque qui accom-

attendent leur descente pour sortir le billet. Ceux-là généralement ne disent pas où ils vont descendre. C'est quand on arrive à leur carrefour,

vent tellement que quand tu les regardes, tu as envie de les gifler en même temps. » Pourquoi tant de colère ? « Ce genre de clients énerve tout le monde. Ils énervent tout le monde, je dis ».

L'explication ne me paraît pas convaincante « C'est quoi, tu (ne) comprends pas encore ? Vous êtes trop compliqués. J'aime pas ça Les yeux commencent à rougir et les gestes menaçants. Bizarrement, ce qui paraissait confus est devenu subitement limpide dans mon esprit ! Vous avez raison, les clients énervent trop Merci Vieux père. Il faut écrire ça. Il faut écrire hein ! Plus rien contre les clients ? « C'est ça là même qui énerve, à part leur gros gros français ». Réquisitoire terminé vraiment ? « Ce qui peut tuer même, c'est quand

« Tu prends un client, tu lui dis montez avec la monnaie, tu insistes, montez avec la monnaie, il dit pihinn (Ndlr oui). Quand tu viens l'encaisser, il te tend mille francs. Ton cœur est chaud en même temps ».

qu'ils crient "apprenti ça descend. Tu vois ça » Ces clients qui ne respectent pas la consigne de " monter avec la monnaie" et qui descendent sans prévenir « éner-

noir. Un autre prend le relais. « Tu prends un client, tu lui dis montez avec la monnaie, tu insistes, montez avec la monnaie, il dit pihinn (Ndlr

pagne "ton cœur est chaud en même temps" renverse la tasse de café. « Vieux père, pardon. Les clients-là énervent trop. Il y en a même qui

« Tu prends un client, tu lui dis montez avec la monnaie, tu insistes, montez avec la monnaie, il dit pihinn (Ndlr oui). Quand tu viens l'encaisser, il te tend mille francs. Ton cœur est chaud en même temps ».



De 4 heures du matin jusqu'à 22 heures, ils courent, hêlent les clients. Ils encaissent, font les monnaies, enregistrent les plaintes des clients...

ils négocient le prix et puis ils tendent un billet. Il y a des choses qui énervent. » Des choses qui énervent ? En fait, c'est la conviction qu'ils ont de vivre dans un monde différent de celui de leur client qui semble être le fond du problème. « Vous qui dormez dans bureau climatisé, vous ne savez rien de la vie. Vous perdez le temps aux autres et puis vous les traitez d'impolis. Même ceux qui ont leur voiture nous énervent » -Et pourquoi ? -Au lieu de rouler normale-

ment, ils traînent, on dirait qu'ils veulent caresser la route. Feu (feux tricolores) n'est même pas rouge, ils s'arrêtent. » À cela aussi, vous parlez mal ? « Chaque quartier a sa façon de parler. Chez vous là-bas à Cocody, c'est les cravates avec les "s'il vous plaît". Et puis vous parlez comme à l'église où à la mosquée. » « Ceux qui nous critiquent là, est-ce qu'ils savent comment on vit même ? » Le quotidien d'un apprenti gbaka ? On s'est montré inté-

ressé. Quatre parmi eux sont disposés à rester avec nous pourvu qu'on « paye leur "ration" ». La ration, c'est la paie d'un apprenti de gbaka. Ils sont rémunérés à deux mille francs la journée. Ici, il n'y a pas d'emploi au sens d'engagement vis-à-vis d'un employeur avec salaire fixe. « Ce n'est pas comme chez vous qui portez veste et puis parlez gros gros français où chaque mois, on vous donne beaucoup d'argent. Avec ça, vous n'êtes pas prêts (capables) à laisser votre monnaie aux apprentis. Pourquoi vous êtes avares comme ça ? » Moi qui croyais que les griefs étaient terminés. « Vieux père, on a fini mais il y a des choses qui nous re- viennent et puis ça chauffe notre rognon. (Ndlr, Le terme "rognon" est très utilisé par les nouchis pour désigner le cœur. Et comme être fâché se dit à Adjamé, "avoir le cœur chaud", ils tirent de là l'expression "chauffer rognon".) Deux mille francs par jour comme rémunération ? « Plus

les gbas », ajoutent mes interlocuteurs. Les gbas, c'est l'argent que l'apprenti garde par devers lui sur les recettes. Chacun des quatre a évalué son gain journalier à 5000 f. Je dois donc déboursier sept mille francs pour les avoir toute la journée. La facture réglée, nous montons à bord naturellement d'un gbaka. Direction, Abobo. Destination le quartier Colombie. « Comme vous voulez savoir pourquoi selon vous on est impolis, on vous emmène là où on vit, là où on est nés. Là, vous allez tout comprendre » Il y a donc un quartier qui fabrique des impolis ? « Nonnn. Mais chaque quartier a sa façon de parler. Chez vous là-bas à Cocody, c'est les cravates avec les "s'il vous plaît". Et puis, vous parlez comme à l'église où à la mosquée. Chez nous, quand on a dit "vieux père" ou vieille mère, "le respect s'arrête là ». À Colombie, quartier à mille histoires. Des histoires que nous vous conterons. « On mange là où la faim nous trouve »



... À un moment, ils craquent... (PHOTOS SÉBASTIEN KOUASSI)

J'ai été reçu au restaurant du quartier, un garbadrome. « Il y a aussi une femme qui vend du riz sauce à côté. Quand on n'a pas trop faim, on mange souvent chez elle ». Le garba est le plat préféré de mes hôtes. « Il faut se blinder pour avoir la force. L'attiéke permet de tenir, d'avoir la force ». L'exercice de leur métier requiert débauche d'énergie. « Le balanceur, il fait beaucoup de gestes, il ne doit pas être faible ». À ces deux « endroits où on mange », il faut ajouter le kiosque à café. Les repas se prennent ici. « On ne prépare pas à la maison, sauf quand c'est la fête ». Nos hôtes ne savent pas ce que signifie "argent de potote". Passer à table ? Le prin-

cipe leur est étranger dans le fond et la forme. « Les jours de fête, quand on prépare à la maison, on te sert et tu te débrouilles pour manger ; il n'y a pas de table à manger. » Généralement, le repas se prend à même le sol, ou assis sur un tabouret. « De toute façon, nous on mange là où la faim nous trouve » Les apprentis gbaka (voir encadré) vivent dans des conditions extrêmement difficiles. Ils partagent un petit studio à quatre. Mais le gros lot dort dans les véhicules. Où gardent-ils leurs affaires ? « Nous, on n'a pas bagage à part nos habits. On les garde chez les blanchisseurs » ■

BLEDSON MATHIEU

“ Rase go ” et “ Combiné ”, les termes de discorde

De nombreuses rixes entre conducteurs de gbakas et usagers de ces lignes proviennent de deux expressions : le rase go et le combiné. « On ne peut pas faire autrement quand on est coincé », explique les chauffeurs que nous avons rencontrés. Le rase go, c'est lorsqu'un chauffeur décide d'écourter le trajet pour lequel il a encaissé les clients. « Tu prends des clients à Abobo pour Adjamé-Liberté. Tu arrives à Agban, tu arrives au carrefour de Williamsville, tu vois beaucoup de clients dans le sens inverse. Entre temps, tu es dans un embouteillage. Qu'est-ce que tu fais ? Dès qu'on arrive à Adjamé, qu'on n'est pas trop loin de Liberté, on fait demi-tour. » Généralement, le geste est rapide et les clients ne s'en rendent comptent qu'une

fois le véhicule positionné dans le sens inverse. Pour eux, cela signifie qu'ils doivent effectuer le reste du trajet à pied. À destination, il arrive que l'apprenti gbaka qui est aussi le caissier du véhicule, n'ait pas la monnaie juste. Quand il doit, par exemple, remettre deux-cents francs à un client et trois-cents à un autre, il sort un billet de cinq-cents et remets aux deux, à charge pour eux, une fois descendus, de trouver le moyen de se départager. « Comment tu veux que des gens qui ne se connaissent pas, qui vont à des endroits différents et qui sont pressés puissent trouver la monnaie ? », a demandé un client rencontré à la gare Renault d'Adjamé. Généralement, chaque “rase go” ou “ combiné” provoque des palabres ■

B. MATHIEU

Chiens de faïence

Les clients, de leur côté, ont toujours l'impression que ceux qui les encaissent dans ces véhicules de transport en commun sont titulaires de chaire en impolitesse. « S'il y a un diplôme dans impolitesse, c'est que les apprentis gbaka ont grand-frère d'agrégation. Ils ne respectent personne, se foutent de la gueule de tout le monde. Ils sont vraiment dégueulasses. » Les incessantes palabres entre les apprentis et les clients de gbaka ? Cha-

acun veut faire payer ce qu'il pense avoir subi ailleurs. « Il y a des clients qui considèrent qu'apprenti gbaka, c'est apprenti gbaka. Si un les a insultés il y a un an, il faut qu'il fasse payer ça à un autre. Il monte dans le véhicule avec la colère en souvenir de ce qu'on lui a fait un jour. Or toi, tu n'es au courant de rien. Tu l'approches avec ton sourire et lui t'accueille avec des mots durs. Quand c'est comme ça, tu fais comment ? C'est souvent ce qui se passe » ■

B. M.

À lire demain,
Une famille parfaite.
Monsieur apprenti gbaka,
Madame vendeuse d'eau glacée et enfant vendeur de pochettes jetables

Bafing / Projet Soja Kobenan Adjoumani donne le top départ



Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. (PHOTO: DR)

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a procédé au lancement officiel de la relance du projet soja.

Kobenan Kouassi Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, accompagné du ministre auprès du Premier ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo et de la secrétaire d'Etat chargée de l'Autonomisation des femmes, Myss Belmonde Dogo, était à la cérémonie de lancement officiel de la phase pilote de la relance du projet soja. C'était le 25 octobre, à la place Ciboué de Touba. Kobenan Kouassi Adjoumani a indiqué que cette rencontre matérialise la mise en application de la promesse faite par le Président de la République, Alassane Ouattara, aux populations, lors de sa visite d'Etat dans le district du Woroba en 2015. Il a expliqué les innovations apportées au projet. «Ce projet reformulé place les populations locales au centre de

toutes les activités de production et de transformation du soja. Il intègre tous les maillons de la chaîne des valeurs agricoles. De la production des semences à la transformation du soja, en passant par la production de masse», a-t-il fait savoir. Avant d'indiquer l'incidence que ce projet aura sur la vie des populations. «L'objectif est de développer une économie rurale compétitive, rentable, créatrice d'emplois pour les jeunes et surtout pour les femmes, avec la création d'une usine de transformation du soja dans le Bafing. Ce qui permettra de créer une économie agricole intégrée, génératrice de revenus équitablement partagés entre les acteurs de la chaîne des valeurs, de réduire l'exode rural et d'améliorer la qualité de vie des populations», a indiqué le ministre. Il a invité les populations à s'approprier ce projet

afin de consolider son plan de mise en œuvre au fil des années, de mieux apprécier ses éléments de durabilité et de garantir son impact sur la population. Moussa Sanogo s'est réjoui de la relance de ce projet dans sa région natale. Il a exhorté les populations, en général et les jeunes, en particulier, à saisir cette autre opportunité. «Exploitez cette richesse plutôt que de tenter des aventures incertaines», a-t-il lancé. La relance du projet soja permettra la réhabilitation des fermes semencières et des pistes menant aux parcelles. La réhabilitation et l'équipement du laboratoire d'analyses, des magasins d'intrants agricoles, de pièces de rechange, du pont à bascule, de la station de carburant et des salles de formation des paysans sont prévus. Dans le cadre du projet pilote, les activités sont exécutées sur 16

000 hectares dont 800 dans le Bafing. Le financement du projet est estimé à 15 milliards de F Cfa ■

SAINT-TRA BI

SOCIETE D'ETUDE ET DE TRAVAUX POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

SETAO

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 672 000 000 FCFA

Siège social : 22, rue des Foreurs-01 BP 925 Abidjan 01

RCCM : ABJ-1962-B-1219w

PUBLICATION SEMESTRIELLE DU TABLEAU D'ACTIVITE ET DE RESULTAT AU 30/06/2019

NB : chiffres en FCFA

TABLEAU DE RESULTAT	JUIN 2019 (6 mois)	JUIN 2018 (6 mois)	VARIATION en valeur (Juin 2019-Juin 2018)	Rappel chiffres au 31/12/2018
Chiffre d'affaires	3 362 331 000	2 963 241 068	399 089 932	6 416 099 172
Résultat d'exploitation	467 127 635	56 976 398	410 151 237	444 621 030
Résultat financier	107 978 132	61 547 777	46 430 355	113 183 671
Résultat des activités ordinaires	575 105 767	118 524 175	456 581 592	557 804 701
Impôt sur les résultats	113 000 000	27 594 964	85 405 036	197 113 929
Résultats nets	469 817 630	90 929 207	378 888 423	365 741 619

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

1- Commentaire sur l'activité

Le chiffre d'affaires est en progression de 13% par rapport à 2018. L'activité est principalement portée par le projet hôtelier au Plateau d'Abidjan dont l'avancement est conforme aux prévisions. Les travaux de la phase 2 de l'INP HB de Yamoussoukro se poursuivent et seront achevés d'ici fin 2019.

2- Prévision de fin d'année

Le chiffre d'affaires prévisionnel de fin d'année devrait sensiblement augmenter avec une estimation proche de 12 milliards de FCFA pour 2019. La production sur le projet hôtelier va s'accélérer sur le deuxième semestre et de nouvelles commandes vont alimenter le portefeuille d'activité.

Béoumi

Les cadres de Koyarabo offrent 350 kits scolaires

Trois cent cinquante kits scolaires d'une valeur globale de 1 350 000 FCfa, c'est le don des cadres de Koyarabo (Béoumi) fait aux élèves démunis de la localité. Selon une correspondance particulière, le groupe scolaire Koyarabo I et II a servi de cadre à la cérémonie de remise qui a eu lieu le

18 octobre. En présence de nombreux enseignants et parents d'élèves. A en croire Isidore Kouakou, président de la Mutuelle de développement de Koyarabo (Mudoko), l'objectif visé est de soutenir les parents démunis, de les encourager à scolariser leurs enfants. Cette action, a-t-il soutenu, permettra, par ailleurs, aux bé-

néficiaires de travailler dans de bonnes conditions, d'être bien formés et d'obtenir de meilleurs résultats en fin d'année. Ce, afin que ce groupe scolaire soit une école d'élite au niveau de l'Inspection de l'enseignement préscolaire de Béoumi, a-t-il conclu ■

DRAMOUS YÉTI

Le localier

DANANÉ. Un conducteur de taxi-moto a été condamné, mardi, à six mois de prison ferme pour avoir menacé d'une arme blanche un agent des forces de sécurité nationales. Il a été requis contre lui 100 000 francs d'amende, cinq ans de privation de droits et cinq ans d'interdiction de paraître en Côte d'Ivoire ■

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Monsieur le Maire de la Commune de Bingerville porte à la connaissance du public que quatre enquêtes de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours sont ouvertes du LUNDI 30 septembre 2019 au MARDI 29 octobre 2019 inclus dans les locaux des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, au sujet d'établissement d'Arrêté de Concession Définitive sur les parcelles suivantes :

- 00ha 47a 91ca sise à - Bingerville au profit de AHOUOTO Valery Pierre Claver.
- 26ha 56a 86ca sise à sebia - yao au profit de l'entreprise 2j services (E2JS).
- 00ha 82a 54ca sise à Bingerville au profit de Gnankou Aimé Dominique
- 09ha 10a 89ca sise à Akoyaté au profit de Ohoukou oyouna Lazare.
- 02ha 82a 98ca sise à Akouai - Agban Sandton 2 au profit de Brou Boa Michel
- 00ha 44a 07ca sise à Bingerville au profit de Akre Tchimon Paul Junior
- 34ha 72a05ca sise à Elokaté au profit de la cooperative Danho Francois

Monsieur BAKAYOKO KASSOUM, Docteur en Génie civil, Directeur des Services Techniques de la Mairie de Bingerville, désigné Commissaire enquêteur est chargé de recevoir dans un registre ouvert à cet effet, toutes les observations et oppositions qui pourraient être faites.

LE MAIRE
DOUMBIA ISSOUF